



L'économie guyanaise en 2010 : une amélioration en fin d'année

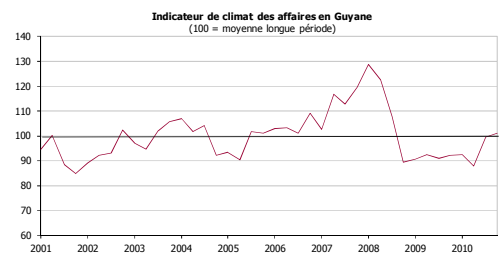
Après une année 2009 en demi-teinte, soutenue par l'activité spatiale, l'année 2010 a été globalement meilleure grâce à un deuxième semestre mieux orienté. Des facteurs locaux (principalement la fermeture du pont du Larivot, axe routier majeur) ont ralenti l'activité en début d'année, mais les indicateurs conjoncturels de Climat des Affaires (ICA), de consommation, d'investissement se sont progressivement redressés au second semestre, tout en restant en-dessous des niveaux de 2008. Le marché du travail reste pour sa part toujours dégradé.

L'effet de rattrapage a été particulièrement notable pour le secteur du BTP, plus dynamique à partir d'août grâce notamment à la commande publique. Ce secteur, ainsi que l'activité spatiale, ont une nouvelle fois joué un rôle clé dans l'économie, alors que les filières traditionnelles sont en difficulté, handicapées notamment par des blocages institutionnels ou des contraintes environnementales.

REDRESSEMENT AU DEUXIEME SEMESTRE

Hausse du climat des affaires en fin d'année

S'établissant depuis plus d'un an près de 10% en dessous de sa moyenne de longue période, l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'est redressé à partir du troisième trimestre 2010 pour retrouver sa moyenne de longue période.

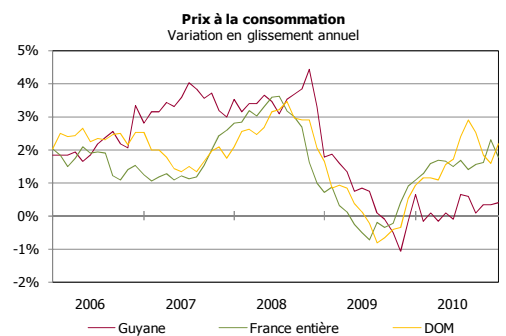


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Faible évolution des prix

Après un fort ralentissement en 2009, les prix se sont stabilisés en 2010, alors qu'ils semblent repartir à la hausse dans le reste de la France. Le glissement annuel de l'indice des prix à la consommation est de +0,4 % en décembre 2010, après -0,2 % en 2009 et + 3,3 % en 2008.

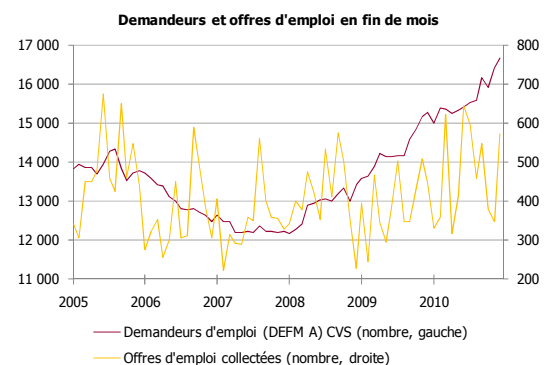
Cette modération est la résultante d'une progression importante des prix de l'alimentation (+2,2 %), portés par la hausse des prix des produits frais, et de l'énergie (+5,2 %), tempérée par le recul des prix des produits manufacturés (-1,9 %) ; les prix des services sont pratiquement stables sur l'année (+0,2 %). La progression du poste énergie provient des ajustements des prix administrés des carburants à partir du second semestre 2010 mais elle reste bien en deçà de ce qui est observé pour la France entière et les autres DOM.



Source : INSEE

Un marché du travail toujours dégradé

La détérioration du marché du travail, déjà observée en 2009, s'est poursuivie en 2010, bien qu'à un rythme un peu moins prononcé. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi (catégorie A) progresse de 10,7 % entre décembre 2009 et décembre 2010 (contre + 13,9 % à fin 2009) et atteint 16 925 demandeurs (données CVS). Le nombre d'offres collectées augmente de 19 % sur un an, après un recul de 5 % en 2009. Le taux de chômage s'établit à 21,0 % en juin 2010, stable par rapport à 2009, contre 21,7 % à la Martinique et 23,8 % à la Guadeloupe.



Source : DDTFFP

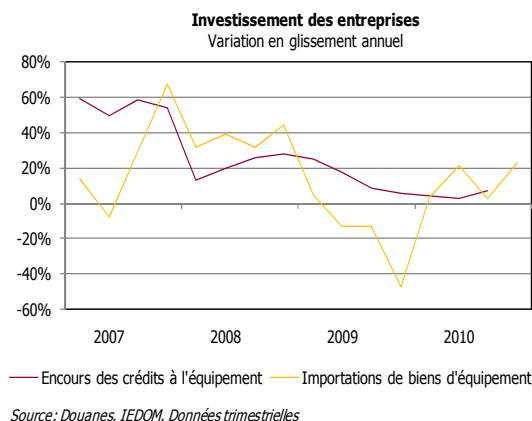
Reprise progressive de la consommation en fin d'année

L'ensemble des indicateurs font état d'une reprise progressive de la consommation en 2010 après un fléchissement en milieu d'année. Les commerçants interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM témoignent d'une hausse de l'activité en fin d'année ; les recettes d'octroi de mer ont augmenté de 6,1 % en 2010, ainsi que les importations de biens de consommation (+ 13,0 % sur un an en valeur). Les entrées de produits du textile et chaussures ont été particulièrement dynamiques (+ 26,5 %). Enfin, les ventes de véhicules neufs aux particuliers progressent également de 7,3 % (contre - 4,9 % en 2009).

Relance timide de l'investissement des entreprises

L'investissement des entreprises reprend graduellement en 2010, après un tassement enregistré depuis le premier semestre 2009. Les importations de biens d'équipement se redressent (+ 12,0 % en valeur sur un an). Etalés en début d'année, les encours de crédit à l'équipement des entreprises connaissent une modeste hausse de 6,9 % au troisième trimestre en glissement annuel (contre + 16,0 % en moyenne depuis 2008). Cette reprise de l'investissement est confirmée par les enquêtes de conjoncture auprès des professionnels qui font état d'une hausse des prévisions d'investissement au cours de l'année. Les investissements publics, avec la construction ou la rénovation d'infrastructures de transport notamment, restent par ailleurs dynamiques.

L'investissement des ménages reste stimulé par d'importants besoins en logements, après un léger tassement en 2009. A septembre, l'encours des crédits à l'habitat progresse de 16,2 % sur un an.



Des échanges commerciaux soutenus par le spatial et le cours des matières premières¹

Les exportations de biens continuent leur progression entamée en 2009 (+ 31,9 % en valeur sur un an, pour un montant de 158,3 M€). Toutefois, cette hausse s'explique pour une large part par des sorties plus importantes de biens non produits localement et liés en particulier au secteur spatial, tels que les produits informatiques, électroniques et optiques ou les produits chimiques. La hausse des exportations d'or (+ 20,0 % en valeur) contribue également à la progression des flux sortants en 2010.

Après un repli l'année précédente, les importations augmentent de 13,9 %, notamment sur les postes « biens d'équipement » ou « produits des industries agro-alimentaires » (+ 22,2 %), portés par la bonne tenue de la consommation. Enfin, affectées par la hausse du cours du pétrole en 2010, les importations des produits pétroliers raffinés augmentent de 7,0 % en valeur. Au total, le déficit de la balance commerciale se creuse, à - 923,6 M€.

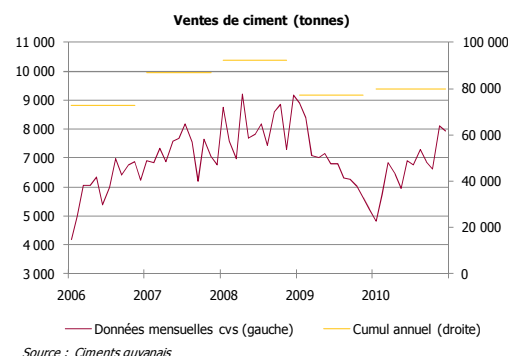
UNE ACTIVITE ENCORE PORTEE PAR LE SPATIAL ET LA CONSTRUCTION

Une année 2010 globalement satisfaisante pour l'activité spatiale

En 2010, l'activité spatiale, dont la part dans le PIB de la Guyane est de l'ordre de 15 % (dont 10 % d'effets indirects), s'est située dans la moyenne des dernières années, avec 6 tirs de fusées Ariane 5 et la mise en orbite de 12 satellites (contre 7 tirs en 2009 pour 12 satellites également). Cependant, le rythme de lancement a été fortement perturbé en raison de difficultés techniques qui ont repoussé le premier tir à mai. Les premiers tirs de Soyuz (lanceur moyen russe) et Vega (lanceur léger européen), qui étaient prévus en 2010, ont également dû être reportés à 2011. Le carnet de commandes atteint, début 2011, un niveau record avec 29 satellites à lancer (et 6 lancements dédiés à la mise en orbite des ATV -Automated Transfer Vehicle-, qui ravitaillent la station spatiale internationale). De plus, les futurs lanceurs d'Arianespace sont en préparation, avec une seconde version d'Ariane 5 envisagée à l'horizon 2016-2017, et le lancement d'études préparatoires sur le futur lanceur Ariane 6, grâce au déblocage de fonds du grand emprunt.

Bonne dynamique de rattrapage au second semestre pour le secteur du BTP

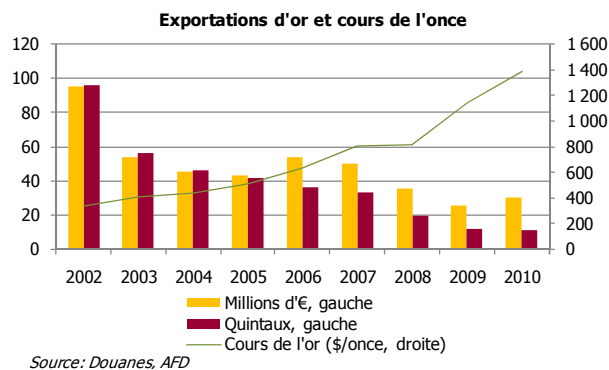
Le secteur des travaux publics a connu une année 2010 en demi-teinte. Le premier semestre a été très mauvais, en raison notamment de la fermeture du pont du Larivot (entre novembre 2009 et mars 2010), synonyme de fortes contraintes financières et logistiques en termes d'approvisionnement en matériaux. Le courant d'affaires s'est redressé au deuxième semestre, porté par plusieurs chantiers importants : réfection des quais du port de Dégrad-des-Cannes, extension du Centre Hospitalier de Cayenne, construction d'un nouvel hypermarché dans la zone Industrielle Terca et de logements sociaux à Saint-Laurent-du-Maroni. Les ventes de ciment de 2010 rattrapent et dépassent ainsi celles de 2009 (+ 3,5 % sur un an), tout en restant en deçà des niveaux exceptionnels de 2008. Les enquêtes de conjoncture réalisées auprès des professionnels du secteur confirment ce redressement courant 2010.



¹ Les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières. Ils ne portent que sur les échanges de marchandises, excluant de ce fait les activités de transport spatial qui correspondent à des services rendus aux propriétaires des satellites. Les résultats sont provisoires et révisés mensuellement sur deux ans.

Repli de la production des industries traditionnelles guyanaises

Le secteur aurifère guyanais a connu une année mitigée. Représentant près d'un cinquième des exportations en valeur, les exportations d'or ont certes progressé de 20,0 %, pour un montant de 30,3 M€, mais ce chiffre s'explique par la flambée du cours de l'or (+ 22,2 % entre décembre 2009 et décembre 2010) et masque le repli des exportations en volume (- 11,1 %, soit 10,1 quintaux ou 1,0 tonne). Les volumes d'or exportés n'ont cessé de décliner depuis 2002. Par ailleurs, l'orpaillage reste un enjeu environnemental, social et sécuritaire majeur en Guyane. Plusieurs avancées ont été réalisées courant 2010, comme l'élaboration d'un accord franco-brésilien de lutte contre l'orpaillage illégal ou la mise en application en Guyane d'une loi sur la traçabilité de l'or. Toutefois le schéma départemental d'orientation minier (SDOM) est toujours en cours de finalisation.



Après deux années de croissance, le secteur du bois a connu une année 2010 difficile en termes de production. Les volumes de grumes sorties de forêt sont en repli de 19,0 % sur un an, s'établissant à 68 225m³. La mise en place d'une politique de gestion durable visant à la prise en compte d'impacts environnementaux (notamment les engins ne doivent plus entrer dans la forêt pendant la saison des pluies) pourrait expliquer ce creux en 2010. Cependant, les perspectives de la filière sont bonnes : la demande en produits est soutenue et les professionnels ont entamé une démarche de certification internationale, avec notamment l'adoption en novembre 2010 d'une Charte de l'exploitation forestière à faible impact environnemental.

Morosité du secteur agricole

Le secteur rizicole a connu en 2010 un léger regain d'activité mais qui n'inverse pas la tendance baissière entamée depuis le début des années 2000. La production augmente de 4,9 % sur l'année et les exportations de 47,7 % en volume (+ 17,2 % en valeur). Le groupe espagnol SOS, qui exploitait les rizières de Mana, a arrêté ses activités en Guyane fin 2010. Des négociations sont en cours avec d'éventuels repreneurs et la production est gelée pour le moment.

La campagne 2010 de production de rhum guyanais a été avancée de juin à décembre (traditionnellement, une campagne démarre en août et se termine au mois d'avril) en raison de travaux de modernisation prévus en 2011. Sur les 7 mois de la campagne, 180 286 litres d'alcool pur ont été produits (la campagne 2009-2010, sur 8 mois, s'élevait à 183 074 litres). L'unique rhumerie guyanaise a connu des difficultés d'approvisionnement en cannes à sucre (incendies dans les champs). Une centaine d'hectares devraient être replantés pour sécuriser la ressource.

La pêche est handicapée par la faiblesse des infrastructures et les problèmes de pêche illégale. Les exportations de poissons (notamment les vivaneaux) se portent cependant bien et progressent de 23,6 % (volume) par rapport à 2009. L'activité crevettière est minée par l'augmentation des coûts (prix du carburant) et surtout par des difficultés d'accès à la ressource (pouvant s'expliquer par une conjonction de facteurs environnementaux) ; la région a été menacée de pénurie fin 2010. Cela se traduit depuis plusieurs années par une baisse des prises et des exportations (- 28,5 % pour ces dernières sur un an en volume).

Bonne orientation du secteur touristique en fin d'année

Le trafic aérien a été bien orienté en 2010, hormis un creux en milieu d'année, et atteint 423 849 passagers (entrées, sorties, vols internes et transit), en hausse de 5,8 % sur un an, soit sa plus forte progression sur les dix dernières années. Les indicateurs de l'hôtellerie ont connu une évolution en dents de scie, avec un bon dernier trimestre : + 6 points sur un an pour le taux d'occupation, à 58 % ; mais - 3,2 % pour le nombre de nuitées cumulées en 2010. Les prévisions d'activité des professionnels interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM reflètent cette tendance, avec un point bas atteint au troisième trimestre et un fort rebond du courant d'affaires en fin d'année.

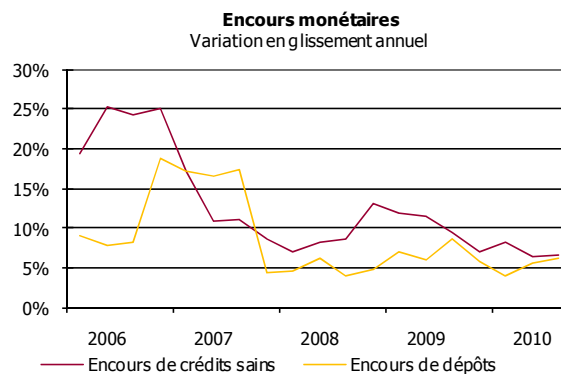
TIMIDE REPRISE DU FINANCEMENT DE L'ECONOMIE

Avec l'évolution au 30 juin 2010 des obligations réglementaires déclaratives des établissements de crédit (passage à SURFI -Système Unifié de Reporting Financier- et abandon du système BAFI) les critères de classification des établissements de crédit dans les statistiques monétaires de l'IEDOM ont été révisés. Ainsi est considéré comme Etablissement de Crédit Installé Localement (ECIL) tout établissement disposant d'une représentation locale effective, à savoir au moins un agent permanent localement. Par différence, les Etablissements de Crédit Non Installés Localement (ECNIL) sont ceux intervenant sans représentation locale. Les données publiées dans la présente note peuvent ainsi différer des séries diffusées jusqu'à présent par l'IEDOM. Toutefois l'ensemble des séries historiques a été revue selon la nouvelle méthodologie.

Caractérisée par un retour à la stabilité de l'environnement économique, l'activité bancaire et financière en Guyane a été marquée par une reprise timide de la demande de financement à partir du second semestre 2010.

Progression des dépôts à vue des ménages

Après un léger recul en début d'année, l'activité de collecte des établissements de crédit installés localement confirme la reprise observée au second trimestre. Sur un an, la collecte globale progresse de 6,3 % pour un total de 1 321,6 M€ au 30 septembre 2010. Cette évolution est tirée par la croissance des dépôts à vue des ménages, qui contribue à près de 40 % à cette hausse (+44 M€). En revanche, les placements liquides ou à court terme connaissent une progression plus modeste avec un phénomène d'arbitrage entre les placements indexés sur les taux du marché, peu rémunérateurs, qui perdent près de 12 M€ sur un an, et l'épargne réglementée (+36 M€) dont les taux ont évolué à la hausse depuis le 1^{er} août 2010². L'épargne à long terme maintient pour sa part son rythme de progression (+7,1 %), portée par la valorisation des placements en actions³ et par les placements en assurance vie (+11,7 % par rapport à septembre 2009).



Source: IEDOM, données SURFI

Tassement de la croissance des crédits jusqu'au troisième trimestre

Les encours de crédits consentis par l'ensemble des établissements de crédit (installés ou non localement – soit 2 152,7 M€ d'encours sains à fin septembre 2010) progressent de 6,5 % sur douze mois, en deçà toutefois des niveaux des années précédentes⁴, marquant ainsi un certain ralentissement global de la demande de financement sur le département. Sur le troisième trimestre, on observe cependant une timide reprise (+1,2 % par rapport à juin, après +0,2 % en moyenne sur le premier semestre), soutenue par les financements d'équipements octroyés aux entreprises (+21 M€) et les crédits à l'habitat aux ménages (+18 M€).

Impactés par une politique plus sélective sur les octrois de crédits de trésorerie, combinée à un travail d'assainissement des comptes ordinaires débiteurs des entreprises entamé depuis 2009, notamment par les établissements installés localement, les crédits d'exploitation reculent (-14,6 % sur un an).

Après une constante diminution depuis 2006 et un point bas atteint au premier trimestre 2010 (4,5 %⁵), le taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement s'établit à 5 % à fin septembre. L'encours de 97,3 M€ (+9,7 % sur un an) est impacté par de nombreux déclassements sur le segment des entreprises intervenus au cours du second trimestre⁶.

Les résultats de l'enquête de conjoncture trimestrielle menée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de la place mettent en avant une conjoncture bancaire et financière en voie d'amélioration pour le quatrième trimestre 2010 et sur le début d'année 2011. Cette fin d'année aurait été propice à l'activité de collecte et la reprise amorcée au troisième trimestre du financement du marché des entreprises (notamment des crédits d'équipement) se serait poursuivie au quatrième trimestre et confirmée en début d'année 2011. Sur le marché des particuliers, la demande de crédits à la consommation et à l'habitat devrait rester bien orientée. Relativement optimistes sur l'amélioration de l'environnement économique de la fin d'année, les dirigeants des établissements de crédit prévoient une amélioration des principaux indicateurs de rentabilité basée sur une progression du PNB et une diminution des charges d'exploitation.

PERSPECTIVES POUR L'ANNEE 2011

L'année 2011 dans son ensemble devrait se poursuivre sur cette trajectoire dynamique, même si les professionnels interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM anticipent un ralentissement de l'activité en début d'année.

L'année spatiale s'annonce riche et stimulera l'économie de la zone, notamment l'activité touristique. Les travaux publics devraient rester dynamiques, en réponse à la forte demande en logements et à la commande publique autour de projets de rénovation urbaine, d'infrastructures de gestion des déchets, de gestion de l'eau ou sportives... Les menaces autour d'une éventuelle pénurie en matériaux d'approvisionnement seront cependant à suivre. L'ouverture du pont sur l'Oyapock, annoncée pour septembre 2011, pourrait avoir, à terme, un impact sur les secteurs du transport et de l'agriculture.

La croissance démographique sera encore une fois au cœur de l'économie guyanaise, fournissant une base solide à la croissance de la consommation qui pourrait toutefois être tempérée par les incertitudes quant à l'évolution du niveau des prix. En effet, la hausse des prix pourrait redémarrer sous l'effet de la progression du prix des denrées alimentaires et de la hausse du cours du baril, qui se reflète désormais directement sur les prix des carburants via le système rénové d'administration des prix. Cette évolution, si elle se confirme, pourrait être porteuse de difficultés en termes de relations sociales.

Enfin, le marché de l'emploi ne devrait pas s'améliorer notablement : bien que l'économie parvienne à créer des emplois, les réserves de main-d'œuvre sont importantes et il s'y ajoute l'entrée sur le marché de nombreux nouveaux actifs chaque année, ce qui pourrait entraver la baisse du chômage à moyen-terme.

² Le taux du livret A a été revalorisé de 0,50 point au 1^{er} août 2010 passant de 1,25 % à 1,75 %.

³ Notamment par la croissance des indices boursiers avec +10 % pour le CAC 40 entre le deuxième et troisième trimestre 2010.

⁴ +8,8 % en septembre 2008 et +8,9 % en septembre 2009 (en glissement annuel).

⁵ Ce taux a été réajusté à la baisse compte tenu d'un changement de périmètre sur le champ des établissements de crédit (prise en compte de la CDC, de la CASDEN BP et de l'AFD en tant qu'établissements installés localement).

⁶ Ces déclassements se concentrent sur un établissement de crédit et ne remettent pas en cause l'assainissement global des encours de la place, même si les créances douteuses nettes augmentent également fortement (+38,1 % sur douze mois), à 32,3 M€ sur la période.